

programme appelé MEER a été mis au point à Terre-Neuve. Ce n'est pas son nom réel, mais les initiales du ministère de l'Expansion économique régionale. L'objectif du programme est de transformer dans 20 ou 25 ans l'économie rurale de la province en une économie urbaine, ou 50 ou 60 collectivités remplaceraient les 1,000 centres que nous avons présentement.

Le fondement de ce programme de développement régional a été l'établissement d'une infrastructure—mot que quelqu'un a trouvé quelque part et qui désigne l'établissement de services publics, routes, systèmes d'aqueduc et d'égout, écoles, parcs industriels et autres choses du genre. L'objectif était de créer une économie industrielle dans la province de Terre-Neuve, dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et dans la province qui a connu récemment une renaissance politique, le Nouveau-Brunswick. Bien qu'on nous ait signalé cette théorie du développement régional, le problème réside en ce que le Conseil économique de la région atlantique, ces deux derniers jours, s'en est pris sérieusement aux principes de mise en valeur régionale, surtout parce que le ministère insiste moins sur la base de ressources des provinces d'un bout à l'autre du pays, qu'il néglige cet aspect.

Permettez-moi d'indiquer pourquoi je soulève cette question. Dans ma province, une industrie de la pêche survit encore malgré la perte d'importance du rôle des pêcheries avec les années. D'après nous, le ministère de l'Expansion économique régionale devrait songer sérieusement à accorder des fonds afin de relever les pêcheries de la province. Par exemple, outre l'amélioration de la commercialisation des transports, de la gestion et de la conservation des ressources, et l'examen du problème de la surexploitation, dont mon collègue de Saint-Jean-Ouest (M. Carter) traitera dans quelques instants, il nous faudrait un plus grand nombre d'installations complexes de pêche, des bateaux plus grands, une technologie plus au point et une recherche plus intense en océanographie.

Je vous concède, monsieur l'Orateur, qu'il ne serait pas réaliste de ma part de proposer ce soir une révision de cette politique. Néanmoins, j'estime que le gouvernement commencerait en beauté s'il dépensait plus généreusement pour assurer d'excellentes installations, comme une solution au problème du chômage. Parmi les députés je ne suis pas de ceux qui croient qu'il faille considérer comme une solution à long terme ce genre de mesure d'urgence. Je partage l'avis de ceux qui la considèrent comme une politique de pis-aller. Cependant, je préférerais encore que l'on accorde à des dizaines de milliers de compatriotes cet hiver au moins la dignité d'être des Canadiens à l'œuvre et que le gouvernement leur procure aussi des installations qui pourraient à la longue stimuler l'expansion de l'une des ressources de base de ma province.

Si le ministre était présent je lui lancerais un défi. Le ministre des Travaux publics (M. Laing) a vraiment été une source colossale de découragement pour la province, ces dernières années, par le manque d'intérêt total dont il a fait preuve à l'égard des installations de pêche. Le ministre des Pêches et des Forêts (M. Davis) est absent ce soir, mais il devrait lui aussi s'intéresser plus ardemment au problème. Ces nobles Canadiens qui occupent des

postes en vue au sein du cabinet fédéral devraient tenir compte de mes exhortations. Au nom de 500,000 Terre-Neuviens et au nom de mes collègues des provinces Maritimes, je soutiens qu'il faut agir immédiatement pour atténuer le problème du chômage, tout en fournissant des installations de pêche valables sur la côte est. Je sais que j'aurai l'assentiment de tous les députés des provinces atlantiques...

Des voix: Bravo!

M. Lundrigan: . . . ainsi que l'assentiment du député de Burnaby-Seymour (M. Perrault), qui a tenté cet après-midi de justifier l'attitude du gouvernement, puisqu'il vient de la riche province de la Colombie-Britannique, qui traverse néanmoins actuellement une grave période de chômage, si je dis qu'il faudra une nouvelle injection de capitaux pour pourvoir ma province d'installations de pêche efficaces. Je ne parle pas d'un nouveau quai dans chaque petit port de chaque petite anse, mais d'installations dont le besoin se fait sentir depuis des années. Je pourrais fournir au ministre des Travaux publics et au ministre des Transports (M. Jamieson) la liste d'une douzaine d'entreprises justifiables qu'il faudrait commencer sans retard.

● (9.20 p.m.)

Par exemple, depuis le printemps de 1969, le ministère de la Défense nationale remet l'appel de soumissions pour la construction de logements dans la ville de Gander, où il pourrait amener du personnel pour son centre de communications de 17 millions de dollars. On n'a pas demandé de soumissions parce qu'une poignée de bureaucrates et de fonctionnaires d'Ottawa ne comprennent pas ce que signifient vraiment la misère, la pauvreté et le chômage. Je voudrais que tous les députés demeurent à leur fauteuil et, même si l'on doit pour cela prolonger le débat au-delà de 10 heures, expriment leur avis sur la façon dont le gouvernement doit s'attaquer dans l'immédiat à la crise du chômage. Le chômage devient chronique dans l'ensemble du pays; bien qu'il soit chronique depuis des années dans ma province. Cela ne nous réconforte aucunement de savoir que d'autres Canadiens doivent aujourd'hui faire face à la même situation. Peut-être pouvons-nous mieux faire comprendre à nos concitoyens les problèmes de Terre-Neuve et de l'Est du Canada. Je sais que les députés sont allés dans leurs circonscriptions parler des problèmes du Québec. Ces problèmes sont familiers aux habitants du Québec. Le ministre des Finances (M. Benson) ne veut pas nous dire combien d'argent fédéral est versé à la province de Québec. Je connais ce pourcentage. Je n'ai pas l'intention de le révéler, car je ne tiens pas à donner l'impression que je m'oppose à ce que la majeure partie des 60 millions de dollars que l'on a récemment annoncés soit dépensée au Québec. Sans pouvoir vous indiquer de pourcentage exact, je sais que, sur cette somme, deux ou trois millions de dollars sont destinés à Terre-Neuve, mais ce n'est pas assez pour construire un bon brise-lames.

Le ministre des Finances et ses collègues nous parlent des efforts qui sont accomplis pour venir en aide aux chômeurs du Canada. J'espère que les Canadiens se ren-